

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

ANALYSE DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË JANVIER – JUIN 2026

Situation alimentaire alarmante pour 26,5 millions de personnes en besoin urgent d'assistance alimentaire

Publié le 12 mai 2026

VUE D'ENSEMBLE

Plus de 9,9 millions de personnes dans les quatre provinces du Nord-Kivu, Sud-Kivu, Ituri et Tanganyika restent en Phase 3 ou plus, dont 7,2 millions en Phase 3 de l'IPC (Crise) et 2,7 millions en Phase 4 de l'IPC (Urgence). Malgré cette légère évolution, la proportion de la population en Phase 3 ou plus dans ces quatre provinces reste stable à 38 %, soit une diminution légère d'un point de pourcentage par rapport à l'estimation précédente. Par rapport à la projection janvier-juin 2026 établie en septembre 2025, la population en Phase 3 ou plus augmente au Sud-Kivu et en Ituri, tandis qu'elle diminue fortement au Nord-Kivu et dans la province du Tanganyika.

Au niveau national, 26,5 millions de personnes (23 % de la population analysée) sont en insécurité alimentaire aiguë élevée, dont 3,6 millions (3 %) en Phase 4 et 22,9 millions (20 %) en Phase 3. Cela correspond à une baisse de 180 000 personnes par rapport à la projection janvier-juin établie en septembre 2025, soit -0,7 % de la population nationale classée en Phase 3 ou supérieure de l'IPC. Ces résultats montrent une situation alimentaire légèrement meilleure que prévu, mais qui représente tout de même une détérioration par rapport à la période courante de l'analyse précédente.

L'intensification de l'insécurité continue d'entraîner des déplacements massifs de population et une forte perturbation des moyens d'existence. Les ménages subissent des pertes accrues d'actifs, une baisse des revenus et un accès limité aux marchés et à la nourriture. Parallèlement, la diminution de la production agricole, la perturbation des flux commerciaux et la hausse des prix ont davantage restreint la disponibilité alimentaire, aggravant les déficits de consommation et favorisant des taux élevés de malnutrition chez les enfants en bas âge.

Les efforts de la réponse humanitaire arrivent à toucher en 2026 en moyenne 1,1 million de personnes dans les quatre provinces qui ont fait la cible de cette mise à jour. Malgré ces efforts, 3,8 millions restent encore en attente d'appui selon l'estimations de personnes ciblées pour l'année 2026 selon les Besoins Humanitaire et Plan de Réponse 2026 (HNRP).

Facteurs déterminants



Conflits armés :

Les moyens d'existence sont gravement fragilisés et peu résilients face à l'exposition permanente de la population aux conflits armés, à l'insécurité et aux violences. Cela entraîne les mouvements de populations, les perturbations économiques, le dysfonctionnement des marchés et l'accès limité aux zones de production.



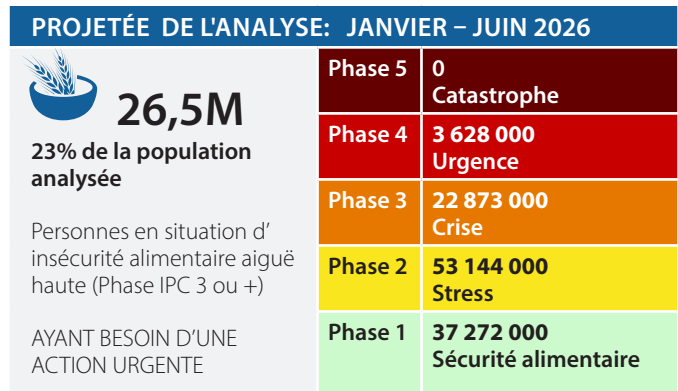
Chocs économiques :

La diminution des revenus des ménages par rapport à la moyenne, la réduction du pouvoir d'achat et les prix élevés des denrées de base par rapport aux revenus des ménages accroît la vulnérabilité alimentaire dans presque toutes les zones.

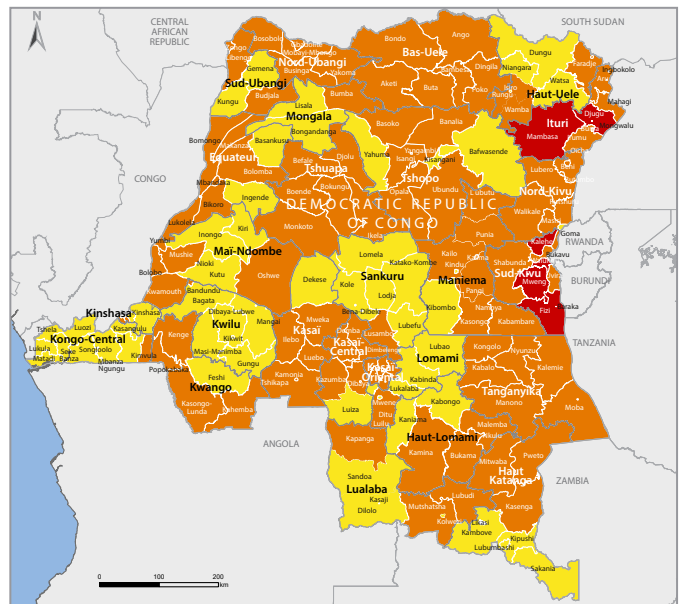


Catastrophes naturelles :

Les inondations par endroit, les épidémies, la faible productivité agricole et animale à cause des maladies des cultures et des épizooties, l'impraticabilité des routes de desserte agricole continuent d'impacter les chaînes de valeur.



Situation projetée : janvier – juin 2026



LÉGENDE

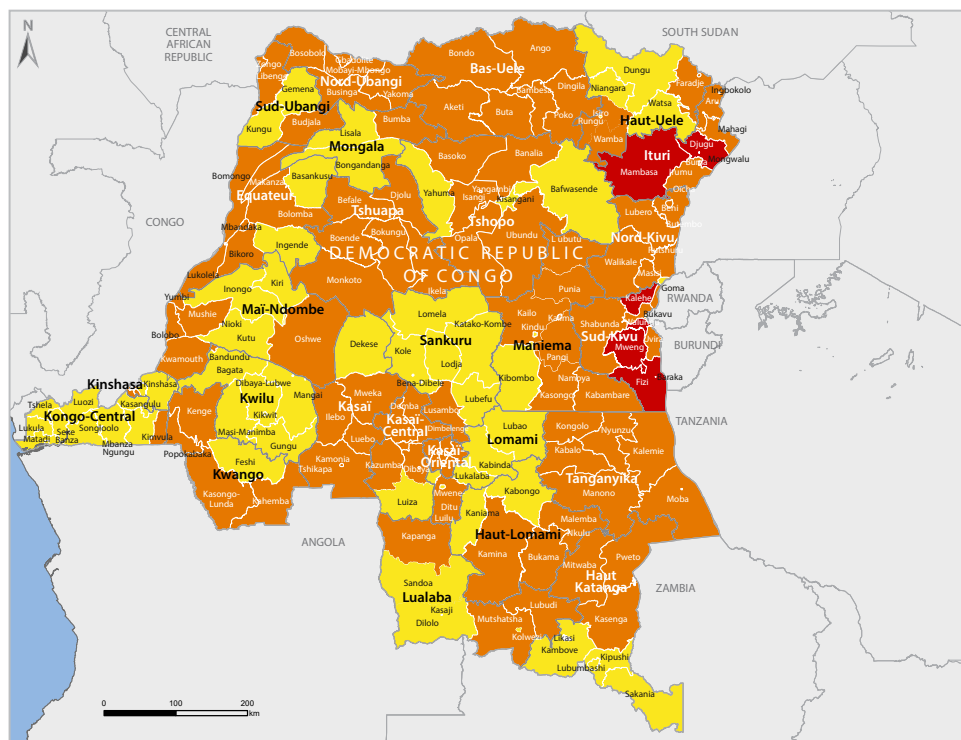
Classification IPC des phases d'insécurité alimentaire aiguë (IAA)

(la Phase cartographiée représente la sévérité qui touche au moins 20 % de la population)

- 1 - Minimale
 - 2 - Stress
 - 3 - Crise
 - 4 - Urgence
 - 5 - Famine
 - Zones avec preuves insuffisantes
 - Zones non analysées
- Symboles de la carte**
- Classification des zones d'installation urbaines
 - Classification des zones d'installation de PDI/autres
- Niveau de preuve**
- ** : Moyen
- La zone reçoit une importante aide alimentaire humanitaire** (pris en compte dans la classification des phases)
- Au moins 25% des ménages ont 25-50% de leurs besoins caloriques couverts par l'assistance alimentaire humanitaire
 - Au moins 25% des ménages ont plus de 50% de leurs besoins caloriques couverts par l'assistance alimentaire humanitaire



CARTE ET TABLEAU DE POPULATION DE LA MISE À JOUR DE LA SITUATION PROJETÉE (JANVIER – JUIN 2026)



LÉGENDE

Classification IPC des phases d'insécurité alimentaire aiguë (IAA)

(la Phase cartographiée représente la sévérité qui touche au moins 20 % de la population)

- 1 - Minimale
- 2 - Stress
- 3 - Crise
- 4 - Urgence
- 5 - Famine
- Zones avec preuves insuffisantes
- Zones non analysées

Symboles de la carte

- Classification des zones d'installation urbaines
- △ Classification des zones d'installation de PDI/autres

La zone reçoit une importante aide alimentaire humanitaire

(pris en compte dans la classification des phases)

- Au moins 25% des ménages ont 25-50% de leurs besoins caloriques couverts par l'assistance alimentaire humanitaire
- Au moins 25% des ménages ont plus de 50% de leurs besoins caloriques couverts par l'assistance alimentaire humanitaire

Niveau de preuve

** Moyen

Province	Population de la zone	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 5		Phase 3+	
		#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%
Bas-Uélé	1 510 040	376 198	25	741 332	49	392 511	26	0	0	0	0	392 511	26
Equateur	2 068 150	519 256	25	1 172 261	57	356 223	17	20 409	1	0	0	376 632	18
Haut Katanga	6 496 792	2 518 569	39	3 043 539	47	792 677	12	142 011	2	0	0	934 688	14
Haut Lomami	4 160 459	1 360 040	33	1 999 265	48	687 523	17	113 633	3	0	0	801 156	20
Haut Uélé	2 471 632	1 111 444	45	914 383	37	445 805	18	0	0	0	0	445 805	18
Ituri	4 841 791	1 170 650	24	1 796 971	37	1 372 289	28	501 882	10	0	0	1 874 171	38
Kasaï	3 823 418	850 838	22	1 735 333	45	1 052 875	28	184 374	5	0	0	1 237 249	33
Kasaï Central	4 521 661	1 398 901	31	2 025 314	45	1 097 449	24	0	0	0	0	1 097 449	24
Kasaï Oriental	4 350 120	1 317 685	30	2 276 550	52	755 885	17	0	0	0	0	755 885	17
Kinshasa	15 181 583	5 773 845	38	7 073 084	47	2 334 655	15	0	0	0	0	2 334 655	15
Kongo Central	7 347 997	3 028 836	41	3 283 309	45	1 035 853	14	0	0	0	0	1 035 853	14
Kwango	2 918 603	934 520	32	1 295 523	44	688 562	24	0	0	0	0	688 562	24
Kwilu	7 452 345	2 806 555	38	3 791 413	51	854 375	11	0	0	0	0	854 375	11
Lomami	3 383 694	1 082 546	32	1 753 386	52	547 766	16	0	0	0	0	547 766	16
Lualaba	3 669 471	1 152 594	31	1 821 938	50	567 167	15	127 775	3	0	0	694 942	18
Maï Ndombe	2 515 121	790 877	31	1 264 320	50	451 115	18	8 811	0	0	0	459 926	18
Maniema	3 206 115	773 678	24	1 545 565	48	725 942	23	160 933	5	0	0	886 875	28
Mongala	2 355 662	669 086	28	1 286 330	55	400 247	17	0	0	0	0	400 247	17
Nord Ubangui	1 721 445	451 798	26	865 044	50	359 092	21	45 511	3	0	0	404 603	24
Nord-Kivu	9 149 630	2 508 674	27	3 129 888	34	2 614 934	29	896 138	10	0	0	3 511 072	39
Sankuru	2 919 810	1 110 292	38	1 339 334	46	446 327	15	23 858	1	0	0	470 185	16
Sud Ubangui	3 328 127	866 740	26	1 871 812	56	589 578	18	0	0	0	0	589 578	18
Sud-Kivu	7 930 725	1 389 097	18	3 259 486	41	2 164 412	27	1 117 732	14	0	0	3 282 144	41
Tanganyika	4 312 671	1 509 093	35	1 562 452	36	1 064 304	25	176 824	4	0	0	1 241 128	29
Tshopo	3 119 137	1 068 185	34	1 478 024	47	572 930	18	0	0	0	0	572 930	18
Tshuapa	2 161 167	732 230	34	818 005	38	502 875	23	108 058	5	0	0	610 933	28
Totals généraux	116 917 366	37 272 227	32	53 143 861	45	22 873 371	20	3 627 949	3	0	0	26 501 320	23

Note : Une population en Phase 3+ ne reflète pas nécessairement l'ensemble de la population nécessitant une action urgente. En effet, certains ménages peuvent être en Phase 2 ou même 1, mais uniquement parce qu'ils ont reçu une aide, et peuvent donc avoir besoin d'une action continue. Les incohérences marginales qui peuvent apparaître dans les pourcentages globaux des totaux et des grands totaux sont imputables aux arrondis.

VUE D'ENSEMBLE DE LA MISE À JOUR DE LA PROJETÉE (JANVIER – JUIN 2026)

Près de 26,5 millions de personnes en République Démocratique de Congo continueront d'être confrontées à une grave insécurité alimentaire aiguë – phase 3 ou supérieure de l'IPC AFI (Crise ou pire) – entre janvier et juin 2026. Parmi elles, environ 3 628 000 personnes (3 % de la population analysée) se trouveront en Phase 4 de l'IPC (Urgence) et près de 22,8 millions de personnes (20 % de la population analysée) en Phase 3 de l'IPC (Crise). Cela représente une légère diminution par rapport aux projections de septembre 2025, qui estimaient à 26,7 millions le nombre de personnes qui se trouveraient en phase 3 ou plus de l'IPC entre janvier et juin 2026. Pour les 29 zones analysées dans le cadre de cette mise à jour, le nombre révisé de personnes en Phase 3 de l'IPC ou plus entre janvier et juin 2026 est de 9 908 515, contre 10 094 848 personnes estimées dans l'analyse de septembre 2025, soit une diminution de près de 186 333 personnes (-1,8%).

Le détail par province montre une augmentation de la population classée en Phase 3 ou plus de l'IPC par rapport aux résultats de la projection janvier-juin établie en septembre 2025, notamment au Sud Kivu (+310 000 personnes, soit 10 % de la population en Phase 3 ou 4) et en Ituri (+130 000 personnes, soit 7 %). À l'inverse, le Nord Kivu enregistre une baisse considérable d'environ 400 000 personnes en Phase 3 ou plus (10 % de la population en Phase 3 ou supérieure), tout comme la province du Tanganyika (-220 000 personnes, soit 15 %).

L'analyse de l'IPC de septembre 2025 avait indiqué une probable détérioration de la situation de la sécurité alimentaire entre janvier et juin 2026 et la présente mise à jour vient confirmer la gravité de l'insécurité alimentaire, mais à un niveau légèrement moins sévère que ce qui a été estimé. Cela s'explique par la réduction sensible des affrontements entre les différents belligérants sur le terrain, ce qui améliore partiellement l'accès aux moyens de subsistance habituels.

À l'issue de l'analyse d'avril 2026, les territoires avec des proportions élevées des populations en insécurité alimentaire aiguë incluent Djugu (55%) dans la province de l'Ituri, Masisi (Nord Kivu), Fizi, Kalehe, Mwenga, Shabunda et Walungu (tous à 50%) dans la province du Sud Kivu. Il est nécessaire d'entreprendre des efforts d'apaisement des conflits dans ces territoires afin de prévenir une détérioration accélérée de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en lien avec les opérations militaires en cours et l'intensification des combats entre différents belligérants.

Les populations les plus affectées résident principalement dans les zones affectées par la persistance des conflits entraînant des mouvements massifs des populations (nouveaux déplacements et retours forcés) principalement. À cela s'ajoutent les ménages pauvres des zones avec un faible niveau de revenu et exclusivement des marchés pour leurs approvisionnements de nourriture. L'aide alimentaire humanitaire d'urgence devrait être apportée pour ces ménages en vue de sauver des vies, réduire les déficits de consommation alimentaire et renforcer les capacités de résilience.

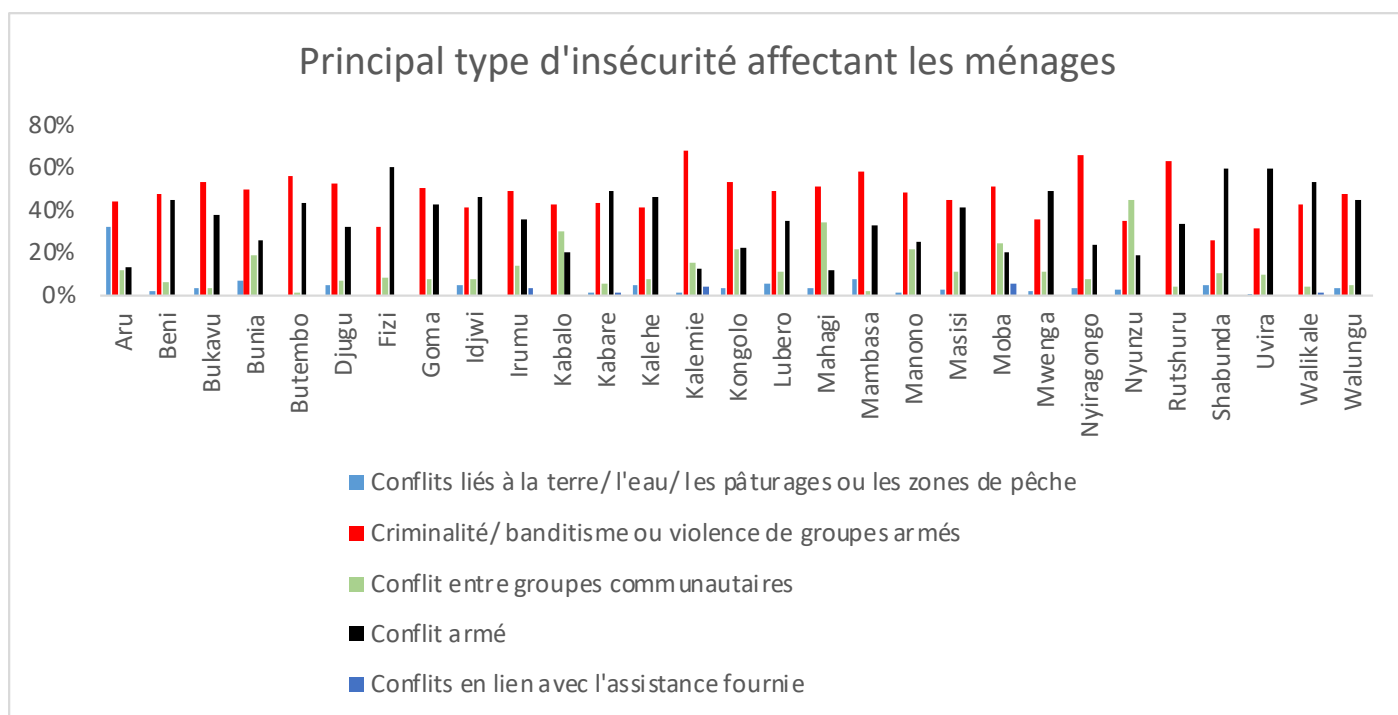
Hypothèses-clés

- La situation sécuritaire reste préoccupante dans certains territoires de toutes les quatre provinces et est marqué par les incursions de l'armée régulières d'une part et des groupes armés d'autre part. Ceci entraîne de mouvement des populations et pression démographique notamment dans les territoires de Mwenga, Fizi, Uvira, Bunia, Mahagi, Lubero avec des conséquences non négligeables sur les moyens d'existence de ménages.
- La persistance de la fermeture de l'aéroport de Goma depuis la prise de la ville par des forces non loyalistes continue d'impacter la libre circulation des personnes et des biens. Certaines activités économiques, restent perturbées en raison de la position stratégique de cet aéroport par rapport à Kinshasa et au reste du monde. Cette situation limite aussi le déploiement des moyens et/ou ressources essentielles des interventions humanitaires dans la région.
- Tendances haussières des prix des produits alimentaires de base : la persistance du conflit dans le moyen orient ainsi que l'appréciation de la monnaie nationale par rapport à la devise étrangère pourraient continuer d'affecter les prix des produits importés et indirectement les produits locaux de base.
- La réduction soudaine des financements des opérations humanitaires a entraîné l'arrêt immédiat de certaines interventions humanitaires et le désengagement de certains acteurs humanitaires avec comme conséquence de gaps significatifs dans la couverture de besoins de populations vulnérables. Ceci s'aggrave encore à cause d'une réduction de l'accessibilité physique des acteurs humanitaires à certaines zones, en raison de l'insécurité et des opérations militaires.
- Le ministère de la Santé Publique rapporte une aggravation considérable des épidémies telles que le M-POX (Variole simienne), la rougeole et le cholera un peu éparpillées dans le pays, avec de taux de positivité élevé parmi les cas suspects. Cette situation risquerait de se détériorer significativement si les mesures nécessaires de surveillance et riposte ne sont pas mises en place, particulièrement dans les zones qui font face aux conflits et activisme des groupes armés.

Développement du contexte politique et sécuritaire

Les discussions politiques pouvant créer des conditions de paix à l'Est de la République Démocratique du Congo, comme pensé en septembre 2025 ont peu évolué et la situation reste incertaine sur le terrain. Les différents acteurs notamment le gouvernement de la RDC, le Rwanda et le mouvement armés AFC/M23 restent engagés dans les escalades en dépit des processus de paix appuyés par des partenaires africains et internationaux. Les escalades sur les lignes des fronts et les attaques aériennes ont entraîné des déplacements massifs des populations depuis le début de l'année 2026 dans les territoires de Fizi, Uvira, Kalehe dans le Sud Kivu et Masisi, Walikale, Lubero dans le Nord Kivu. La province de Tanganyika et le Burundi voisin subissent à cet effet le poids des déplacés fuyant les hostilités dans le Sud Kivu. Dans la province de l'Ituri, les incursions répétitives des ADF se sont intensifiées récemment dans le territoire de Mambasa et Beni malgré l'opération conjointe FARDC-UPDF, mettant en danger les vies des milliers de personnes. Dans le territoire de Djugu on assiste à un autre front entre l'armée congolaise et la rébellion de CRP alliée à l'AFC/M23 depuis janvier 2026.

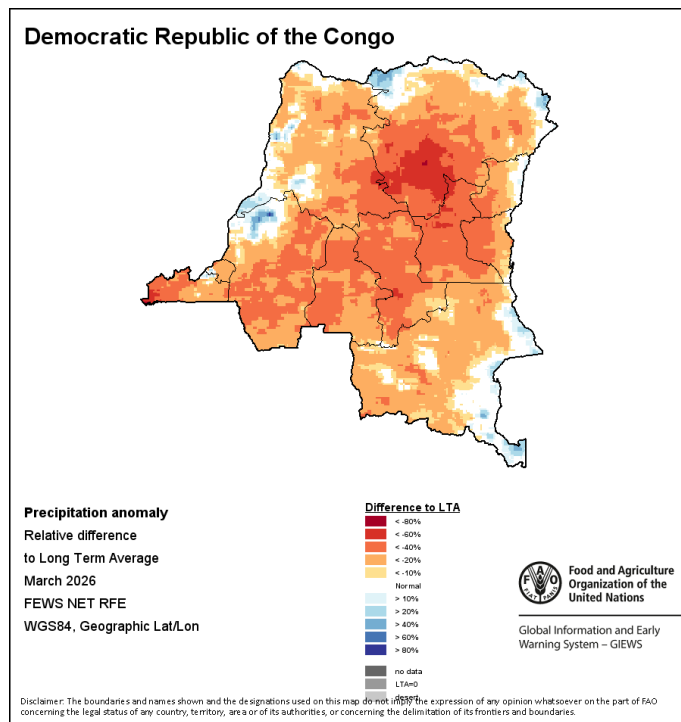
Selon les données de déplacement de l'OIM d'avril 2026, l'est de la République démocratique du Congo compte environ 3,59 millions de personnes déplacées internes, soit la majorité des déplacements au niveau national, principalement dus aux conflits. Le Sud-Kivu (1,23 million) et le Nord-Kivu (1,17 million) concentrent les effectifs les plus élevés, suivis de l'Ituri (0,92 million) et du Tanganyika (0,27 million). Les déplacements restent dynamiques en raison de l'insécurité persistante et des mouvements secondaires. Environ 4,05 millions de retournés témoignent de retours fragiles, tandis que la majorité des déplacés vivent au sein des communautés hôtes, accentuant la pression sur des ressources déjà limitées.



Source : DIEM/FAO avril 2026

Disponibilité alimentaire / production locale / situation pluviométrique

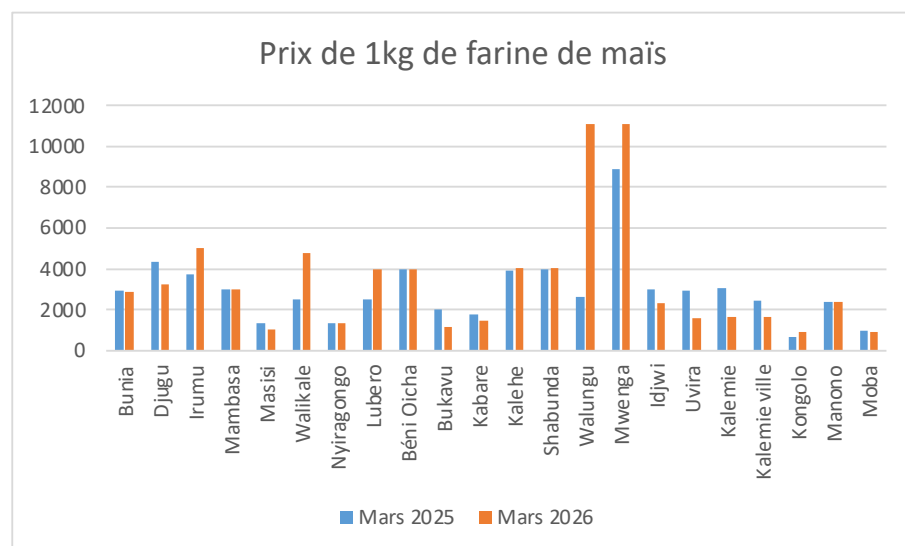
Sur la période d'analyse (janvier à juin 2026), la disponibilité alimentaire dans l'est de la RDC demeure structurellement déficitaire et instable, malgré des conditions pluviométriques globalement favorables observées au premier trimestre 2026. Ces conditions pluviométriques restent toutefois insuffisantes pour soutenir durablement la production et la disponibilité alimentaires, en raison de la conjonction de pressions sécuritaires persistantes, de chocs agro-environnementaux récurrents et des dysfonctionnements logistiques le long des chaînes d'approvisionnement. Dans les bassins de production de l'Ituri (Djugu, Irumu), du Nord-Kivu (Beni, Rutshuru, Masisi) et du Sud-Kivu (Kalehe, Uvira), l'insécurité civile continue de contraindre les ménages à abandonner les champs, entraînant une réduction marquée des superficies emblavées, le vol des récoltes et du capital d'élevage. Ces contraintes limitent également l'accès aux aliments sauvages, réduisant un mécanisme d'adaptation essentiel pour les ménages dans ces zones. Même dans des territoires où la pluviométrie est jugée adéquate, comme Walikale et Aru, la reconstitution des réserves alimentaires reste freinée par l'indisponibilité des intrants et la pression démographique, exacerbée par les déplacements et les retours de populations à leurs zones d'origine, notamment à Lubero, où l'accès à la terre demeure limité. Au Sud-Kivu, la combinaison d'aléas climatiques, des maladies des cultures, d'épizooties et de l'insécurité civile continuent d'entraîner une érosion de la base productive, un épuisement prématuré des stocks et une baisse durable de la production agricole. Cette contraction généralisée de la production agricole rurale affecte la sécurité alimentaire sur les circuits commerciaux et les importations. Du coup, les centres urbains (Goma, Butembo, Bunia, Bukavu) subissent une disponibilité en dessous de la moyenne, fortement liée à l'instabilité des axes routiers. Ces centres urbains sont ainsi exposés à une volatilité et un niveau élevé des prix, ce qui pérennise leur vulnérabilité à l'insécurité alimentaire.



Source : GIEWS/FAO, mars 2026

Accès alimentaire

L'accès à la nourriture dans les provinces du Nord-Kivu, Sud-Kivu, Ituri et Tanganyika reste globalement sous pression, malgré quelques disparités locales. Entre janvier 2026 et mars 2026, les prix des denrées alimentaires ont connu une hausse généralisée, particulièrement marquée pour le riz, l'huile végétale et les légumineuses. Dans le Nord-Kivu, les hausses sont sensibles pour le haricot vert (passant de 2 500 à 3 500 FC à 4 000 à 6 000 FC) et le riz importé (atteignant 6 000 à 8 000 FC en mars 2026 contre 3 500 FC en janvier 2026), tandis que l'essence dépasse 10 000 FC en mars 2026 contre 3 400 FC en janvier 2026 dans certaines zones rurales. Au Sud-Kivu, les prix restent modérés pour les farines locales, mais le riz et l'huile augmentent nettement (jusqu'à 6 000 à 7 000 FC contre 4 300 FC les mois précédents). L'Ituri enregistre une hausse très forte des carburants (Essence & gasoil) (10 000 à 12 000 FC contre 3 300 FC en début d'année) et des protéines animales (poulet à 6 000 à 8 000 FC contre 7 900 FC). Au Tanganyika, les produits de base comme le maïs et le manioc restent stables (1 500 à 2 500 FC), mais



Source : CAID, mars 2026

restent stables (1 500 à 2 500 FC), mais

le riz local et l'essence grimpent respectivement à 5 000 à 6 000 FC et 8 000 à 9 000 FC contre 2 800 FC et 4 700 FC les mois antérieurs. Globalement, la hausse des prix des carburants semble être le principal facteur de l'inflation alimentaire, amplifiée par les coûts de transport et l'insécurité. La persistance du conflit au Moyen Orient, combinée à l'appréciation de la monnaie nationale par rapport aux devises étrangères, devrait continuer d'exercer des pressions à la hausse sur les prix des produits importés. Ces dynamiques devraient, à leur tour, se répercuter indirectement sur les prix des produits alimentaires locaux de base, en raison de la dépendance structurelle aux intrants importés, des coûts de transport et des effets de substitution sur les marchés locaux, contribuant ainsi à maintenir un environnement inflationniste défavorable aux ménages vulnérables.

Si certains territoires comme Kalemie ou Nyunzu connaissent un bon fonctionnement des marchés et une stabilité des prix, d'autres comme Kalehe, Walungu, Masisi ou Fizi subissent un dysfonctionnement des marchés et une dépendance accrue à une aide humanitaire souvent insuffisante. Les stratégies d'adaptation des ménages restent précaires (vente de bétail, réduction des repas, endettement), et les perspectives demeurent sombres en l'absence d'une amélioration sécuritaire et économique durable.

Principaux éléments des résultats (consommation alimentaire, moyens d'existence)

Les enquêtes DIEM conduites par DIEM/FAO entre janvier et Mars 2026 dans 4 provinces de l'est pays (Ituri, Nord-Kivu, Sud-Kivu et Tanganyika) indiquent un Score de Consommation Alimentaires (SCA) inadéquat. En moyenne, 31 % des ménages présentent un SCA pauvre ou limite, situation indicative des Phases 3 et 4 de l'IPC (Crise à Urgence). Les territoires de Djugu (Ituri), Kalehe (Sud-Kivu) et Masisi (Nord-Kivu) affichent des niveaux particulièrement critiques, avec environ 53 % des ménages ayant un SCA pauvre ou limite, traduisant une consommation alimentaire quantitativement et qualitativement insuffisante.

En ce qui concerne le score de diversité alimentaire (SDAM) environ 37 % des ménages présentent une diversité alimentaire inadéquate, caractérisée par la consommation de 1 à 4 groupes d'aliments seulement. Cette faible diversité reflète un accès limité aux aliments sources de protéines et de micronutriments essentiels, accentuant les risques nutritionnels, en particulier dans les zones affectées par l'insécurité et les déplacements de population.

Cependant, selon l'échelle de l'insécurité alimentaire vécues (FIES), 54 % des ménages sont en insécurité alimentaire récente modérée ou grave, ce qui est indicatif d'une Phase 3 de l'IPC ou plus, dont 16 % en insécurité alimentaire grave. Les territoires de Kalehe (Sud-Kivu) et Masisi (Nord-Kivu) enregistrent les proportions les plus élevées, avec plus de 70 % des ménages confrontés à des situations de réduction forcée de la quantité et de la qualité des repas, voire à des épisodes de faim.

Pour l'Indice Réduit des Stratégies liées à l'Alimentation (rCSI), en moyenne 78 % des ménages affichent un score supérieur ou égal à 19, seuil indicatif d'une Phase 3 de l'IPC ou plus. Les niveaux les plus alarmants sont relevés à Masisi (95 %) et Kalehe (93%), où la majorité des ménages recourent fréquemment à des stratégies telles que la réduction du nombre et de la taille des repas, l'emprunt de nourriture ou la priorisation de certains membres du ménage au détriment d'autres.

La détérioration des conditions de consommation alimentaire s'accompagne d'un recours généralisé à des stratégies d'adaptation négatives, témoignant d'une érosion progressive des moyens d'existence. Les résultats sur les stratégies basés sur les moyens d'existence (LCSI) montrent qu'environ 68 % des ménages ont recours à des stratégies de crise ou d'urgence, indicatives des Phases 3 et 4 de l'IPC, contre seulement 18 % utilisant des stratégies de stress. Les niveaux les plus élevés sont observés à Masisi (90 %), Kalehe (87 %), Walungu (82 %), Idjwi (77 %), Djugu (77 %) et Walikale (71 %), traduisant notamment des ventes de détresse d'actifs productifs, une consommation du capital semencier et une dépendance accrue à des mécanismes non durables.

Aperçu sur l'assistance alimentaire

Au cours du mois de février 2026, les partenaires du Cluster Sécurité Alimentaire ont poursuivi la mise en œuvre des activités visant à répondre aux besoins des populations affectées par l'insécurité alimentaire en République démocratique du Congo. Au total, 1 091 871 personnes ont été assistées au cours de la période jan-fév. 2026 pour les quatre provinces couvertes par la présente mise à jour IPC (Ituri, Nord Kivu, Sud Kivu, Tanganyika), soit 23 % de la population ciblée pour ces provinces dans le cadre du HNRP 2026. Malgré ces réalisations, la couverture de la réponse reste limitée au regard de l'ampleur des besoins humanitaires dans ces provinces. En 2026, le Cluster Sécurité Alimentaire a ciblé 5,9 millions de personnes, dont 4 millions considérées comme prioritaires, sur un total estimé de 13 millions de personnes dans le besoin selon l'analyse restreinte du HNRP, tandis que 26,7 millions de personnes sont estimées en situation d'insécurité alimentaire selon la dernière analyse IPC pour tout le pays. Les interventions ont contribué aux deux objectifs stratégiques du Cluster : OS1 - sauver des vies dans les situations d'urgence, à travers l'assistance alimentaire et l'appui à la production agricole d'urgence ; et OS2 - créer ou reconstituer les moyens d'existence, à travers des activités de relance des moyens de subsistance des ménages vulnérables. La ration moyenne fournie aux bénéficiaires a permis de couvrir environ 1 890 kilocalories par personne et par jour, légèrement inférieure au standard recommandé de 2 100 kcal. Les bénéficiaires assistés comprennent principalement des personnes déplacées internes, des communautés hôtes, des retournés et des réfugiés.

Malgré les efforts des partenaires, la réponse du Cluster Sécurité Alimentaire reste confrontée à plusieurs contraintes et défis opérationnels. Sur les 5,9 millions de personnes ciblées pour l'année 2026 (HNRP), dont 4 814 619 situées dans les provinces couvertes par la présente mise à jour IPC, environ 4,8 millions de personnes restent encore à atteindre, dont 3,7 millions se trouvent dans les quatre provinces concernées par cette mise à jour. Les principaux défis rencontrés

- Problèmes de financement : Le manque de financements suffisants pour une réponse prolongée restreint une assistance alimentaire régulière sur plusieurs cycles et le soutien aux moyens d'existence et limite la production alimentaire d'urgence pour les déplacés et les populations hôtes.
- Manque de perspectives opérationnelles : L'imprévisibilité de certains financements et la volatilité du contexte rendent la planification à moyen terme complexe.
- Le manque d'accès au niveau des frontières sous régionales pour les acteurs humanitaires complique la logistique et les mouvements sous régionaux essentiels pour l'opération humanitaire.
- Les déplacements continus de populations augmentent les besoins humanitaires
- Les provinces du Nord-Kivu et Sud-Kivu ont le plus grand nombre des personnes ciblées en considérant les mouvements de population de plus de 700 000 personnes provoqués par le démantèlement des camps de déplacés.
- Accès difficile aux zones affectées : L'insécurité persistante, marquée par la présence de groupes armés et des affrontements quasi quotidiens, complique fortement l'acheminement de l'aide humanitaire dans plusieurs provinces de l'Est.
- Pression sur les ressources locales : Les communautés hôtes partagent leurs ressources limitées. La hausse des prix des denrées alimentaires réduit l'accès alimentaire pour les plus vulnérables. Ø Insuffisance des stocks alimentaires : Les capacités de stockage et d'approvisionnement en denrées sont limitées, aggravant les ruptures de stock et les pénuries saisonnières.
- Mauvais état des infrastructures : Les routes en mauvais état et les conditions climatiques difficiles compliquent les échanges commerciaux et le transport des vivres et de fournitures vers les zones enclavées. Alors que les partenaires avaient réussi à maintenir un bon niveau de réponse avec les réserves et stocks de financements antérieurs, les ressources viennent maintenant à manquer et le secteur va subir une réduction sévère de la couverture. Une contribution d'urgence de la part des bailleurs pour répondre aux chocs de la crise et aux nouveaux déplacements est nécessaire dans l'immédiat.

RECOMMANDATIONS POUR L'ACTION

Priorités de réponse

Avec plus d'un quart de la population besoin d'une aide urgente, la situation humanitaire en République Démocratique de Congo demeure préoccupante. Une mobilisation urgente des ressources est nécessaire pour répondre aux besoins des plus vulnérables.

- Des actions spécifiques recommandées sont présentées ci-dessous.
- Restaurer la paix et la sécurité dans la partie Est du pays et prévenir de nouveaux conflits ;
- Accroître l'assistance alimentaire en faveur des populations déplacées et les familles d'accueil ;
- Mobiliser des ressources financières suffisantes pour renforcer l'assistance alimentaire dans les zones de conflit, particulièrement pour les populations déplacées et celles en phase 3 (Crise) et phase 4 (Urgence) de l'IPC en tenant compte de la vulnérabilité des familles d'accueils ;
- Faciliter l'accès humanitaire dans les zones affectées par les conflits armés ;
- Mettre en place les réserves stratégiques des produits agricoles et pétroliers afin de stabiliser le prix sur les marchés nationaux ;
- Renforcer le mécanisme de suivi des prix des denrées alimentaires et des produits pétroliers ;
- Soutenir et restaurer les moyens d'existence des ménages en insécurité alimentaire, en relançant la production agricole pour les populations retournées, les familles d'accueil, et les résidents très vulnérables ;
- Mettre en place un programme de protection sociale (projet de filets sociaux, des actions anticipatoires) avec un registre unique pour des interventions conjointes ;
- Développer de programmes de micros jardins en faveur des populations déplacées et retournées afin de renforcer leur résilience ;
- Faciliter l'accès aux semences et intrants agricoles de qualité. Favoriser et renforcer les échanges commerciaux des zones à forte production agricole et réhabiliter et/ou construire les routes de desserte agricoles ;
- Renforcer l'accès à l'eau potable, aux infrastructures et aux services sociaux de base.
- Investir davantage dans les systèmes de surveillance et d'analyse de la sécurité alimentaire, notamment en ajoutant aux enquêtes existantes d'autres données comme l'évaluation de la campagne agricole, le profilage des zones de moyens d'existence et les enquêtes SMART.

Facteurs de risques à surveiller

Conflits et mouvements de population

La persistance des conflits dans les quatre provinces de l'Est du pays concernés par cette analyse pourra continuer à affecter négativement les moyens de subsistance des ménages, augmenter leur vulnérabilité à l'insécurité alimentaire, et dégrader considérablement leurs conditions de vie.

Pouvoirs d'achat des ménages

L'accès limité aux zones de production à la suite entre autres de l'insécurité pourrait limiter la pratique des activités agricoles avec des incidences négatives sur la capacité des ménages à générer des revenus. Cela pourrait d'avantage affecter le pouvoir d'achat des ménages et leur capacité de satisfaire leurs besoins prioritaires.

Prix des produits alimentaires et du carburant

La perturbation du corridor commercial du détroit d'Ormuz en 2026 pourrait continuer et entraîner l'augmentation du prix

de carburant . Cette situation pourrait avoir de répercussion sur les prix des denrées sur les marchés et affecter la capacité des ménages d'accéder à une nourriture suffisante en qualité et en quantité. Une production agricole limitée à la suite de l'insécurité dans les zones de production pourrait affecter la disponibilité alimentaire dans la zone et occasionner la hausse des prix.

Etat des voies d'accès

La dégradation des voies d'accès surtout en saison pluvieuse pourrait limiter les échanges entre les zones de production et les centres de consommation, ralentir le réapprovisionnement des marchés, et réduire la disponibilité alimentaire sur les marchés pouvant entraîner la hausse des prix sur les marchés.

Production agricole

Les maladies des cultures ainsi que les attaques de ravageurs pourront entraîner des pertes aux champs et post-récolte avec des incidences négatives sur la disponibilité des aliments sur les marchés. Les pestes animales pourront également affecter la disponibilité sur les marchés.

Assistance humanitaire

Malgré l'augmentation du nombre des personnes dans les besoins, la multiplicité des crises humanitaires à travers le monde pourrait être à l'origine d'une faible mobilisation des ressources dédiées à la réponse humanitaire en RDC. Cette situation pourra limiter le déploiement des interventions humanitaires à la hauteur des besoins.

Catastrophes naturelles – inondation

Une mauvaise répartition des pluies entraînerait la destruction des champs, perte de bétails et autres actifs productifs des ménages. Ce qui pourrait occasionner une baisse de revenu des ménages et la perte de leur pouvoir d'achat. Les inondations pourront également entraîner la destruction des voies d'accès avec des conséquences négatives sur les flux d'échange entre les zones de production et de consommation, et la disponibilité alimentaire.

PROCESSUS ET MÉTHODOLOGIE

La mise à jour de la projection du 24^e cinquième cycle d'analyse IPC de l'insécurité alimentaire aiguë pour région Est de la République Démocratique du Congo s'est déroulé du 20 au 25 avril 2026. Cette dernière a concerné particulièrement les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, de l'Ituri et du Tanganyika. Ainsi, chacune des 4 provinces a constitué un pool de travail, animé par un facilitateur national. Deux facilitateurs de l'Unité Globale de Soutien (GSU) de l'IPC ont accompagné les travaux d'analyse en ligne. Les activités se sont déroulées en mode semi-présentiel avec un noyau de participants en présentiel (les analystes des villes de Kinshasa, Goma, Bukavu, Bunia et Kalemie). D'autres analystes ont contribué en travaillant en ligne à partir de leur lieu de résidence.

L'agenda de l'atelier d'analyse a été constitué des activités suivantes : un jour consacré la formation de mise à niveau et début des analyses (présentation de la plateforme d'analyse et accès des analystes à cette dernière, mise en place des groupes de travail et des équipes pour l'élaboration de la fiche de communication), 2 jours consacrés à l'analyse proprement dites dans les pools, 1 jour de restitution et d'auto-évaluation de l'analyse par les participants.

L'équipe d'analyses était composée d'experts pluridisciplinaires venus de plusieurs structures : la Primature (CAID), les Ministères de la Santé; Hygiène et Prévoyance Sociale, notamment le PRONANUT, de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire, notamment le Programme de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PROSANA) et le Service National de Statistiques Agricoles (SNSA), de la Pêche et Elevage, de l'Enseignement Supérieur et Recherche Scientifique notamment l'Université de Kinshasa (UNIKIN), l'Université de Kalemie (UNIKAL) et l'Institut de Recherche en Sciences Agronomiques (IRSA), le ministère du Plan, notamment l'Institut National de la Statistique (INS), le Cluster Sécurité Alimentaire, ainsi que les ONGs internationales et nationales notamment REACH, GRAPEDECO, APROBES, APED Asbl et HPB Asbl) et les Agences des Nations Unies (FAO, et WFP). Cette analyse a eu une couverture des 27 unités, soient tous les territoires des provinces concernées ainsi eu que les villes de Goma et de Bukavu.

Ce que sont l'IPC et l'IPC de l'insécurité alimentaire aiguë ?

L'IPC consiste en une série d'outils et de procédures qui servent à classer le niveau de sévérité et les caractéristiques des crises alimentaires et nutritionnelles. L'IPC se compose de quatre fonctions qui se renforcent mutuellement ; chacune d'elles s'accompagne d'un ensemble de protocoles (outils et procédures) spécifiques. Les paramètres fondamentaux de l'IPC comprennent l'établissement d'un consensus, la convergence des preuves, la redevabilité, la transparence et la comparabilité. L'analyse IPC vise à fournir des indications pour la réponse d'urgence de même que pour la politique de sécurité alimentaire et la programmation à moyen et long terme.

Pour l'IPC, l'insécurité alimentaire aiguë se définit par toute manifestation d'insécurité alimentaire dans une zone spécifiée à un moment donné et dont le niveau de sévérité menace des vies et/ou des moyens d'existence quelles qu'en soient les causes, le contexte ou la durée. Elle est très sujette aux variations, de même qu'elle peut survenir et se manifester au sein d'une population en un court laps de temps suite à des changements brusques ou des chocs qui ont un impact négatif sur les déterminants de l'insécurité alimentaire.

Pour de plus amples informations, contacter :

Alain Boyoa Bontamba

Président du groupe de travail Technique IPC
alainetango@gmail.com

Unité de soutien global IPC
www.ipcinfo.org
ipc@fao.org

Cette analyse a été conduite sous le parrainage du ministère de l'Agriculture. Elle a bénéficié du soutien technique et financier du PAM et de la FAO.

Classification de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition conduite à l'aide des protocoles IPC, développés et mis en oeuvre par le Partenariat mondial de l'IPC - Action contre la faim, CARE, le CILSS, le EC-JRC, la FAO, FEWSNET, le groupe sectoriel (cluster) sécurité alimentaire, le groupe sectoriel (cluster) malnutrition, l'IGAD, Oxfam, PROGRESAN-SICA, la SADC, Save the Children, l'UNICEF et le PAM.

Partenaires de l'analyse IPC:



Sources de données

Les principales données utilisées dans cette session d'analyse proviennent de DIEM (Data in Emergency), données produites par la FAO, de FEWS NET, de la CAID, de l'OIM, et de REACH. DIEM a fourni l'essentiel des données, notamment pour la vulnérabilité (avoirs, moyens d'existence et stratégies, violence/insécurité, abris.), les facteurs contributifs (production, prix, accès à l'eau...) ainsi que les indicateurs de résultats (HDDS, rCSI, FIES, LCS). La CAID a fourni entre autres quelques facteurs contributifs (prix et la matrice des chocs) tandis que l'OIM a fourni des données de déplacements, les prix et les besoins prioritaires des ménages. Enfin, REACH a fourni le tableau de fonctionnalité des marchés dans les territoires.

Limites de l'analyse

Les autres provinces confrontées au même type de problèmes (notamment les conflits armés et leurs conséquences) n'ont pas été analysées à cause du manque de données suffisantes. Il s'agit notamment des provinces du Haut-Katanga, Kwango, Mai-Ndombe (la présence des Mobondo) et Maniema (les milices Mai-Mai). Il est aussi à noter l'utilisation d'une seule source pour les indicateurs de résultats (DIEM), pour les données sur la vulnérabilité (FEWS NET) et pour les données de prix (CAID).

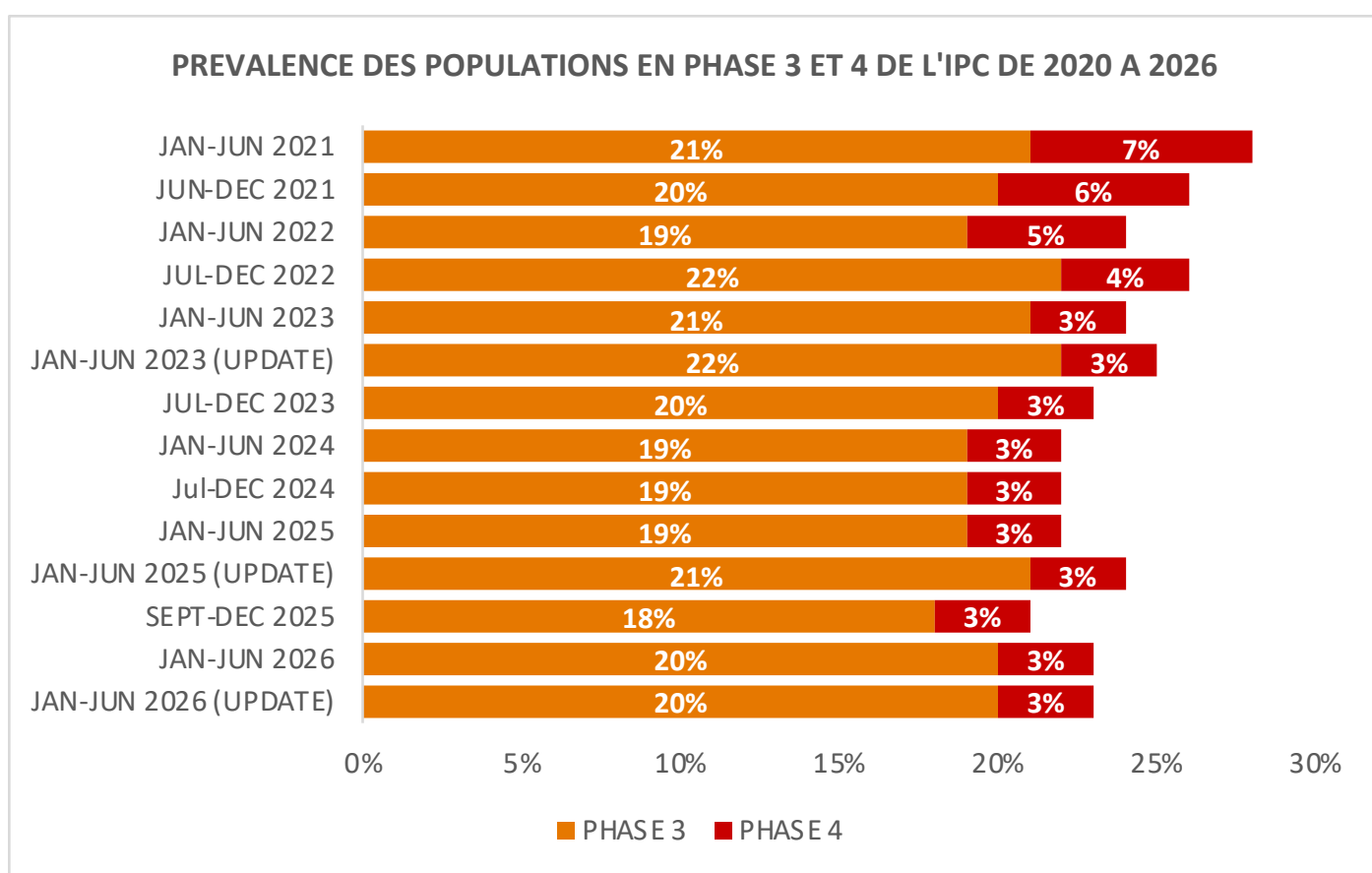
Insécurité alimentaire aiguë nom et description de la phase

Phase 1 Aucune/Minimale	Phase 2 Stress	Phase 3 Crise	Phase 4 Urgence	Phase 5 Catastrophe/ Famine
Les ménages sont capables de couvrir leurs besoins essentiels alimentaires et non-alimentaires sans s'engager dans des stratégies atypiques ou non durables pour accéder à de la nourriture et à des revenus.	Les ménages ont une consommation alimentaire minimalement adéquate mais ne peuvent pas assumer certaines dépenses non-alimentaires sans s'engager dans des stratégies d'adaptation de stress.	Les ménages: • ont des déficits de consommation alimentaire reflétés par une malnutrition aiguë élevée ou supérieure aux niveaux habituels; ou • parviennent à couvrir leurs besoins alimentaires essentiels de façon marginale mais seulement en se départissant de leurs avoirs de moyens d'existence majeurs ou en employant des stratégies d'adaptation de crise.	Les ménages: • ont d'importants déficits de consommation alimentaire reflétés par une malnutrition aiguë très élevée et une mortalité excessive, ou • sont en mesure de réduire l'importance des déficits alimentaires mais uniquement en utilisant des stratégies d'adaptation d'urgence et en liquidant leurs avoirs.	Les ménages manquent énormément de nourriture et/ou de quoi subvenir à leurs autres besoins de base malgré une utilisation maximale des stratégies d'adaptation. Des niveaux d'inanition, de décès, de dénuement et de malnutrition aiguë critiques sont évidents. (Pour être classée en phase Famine, une zone doit avoir des niveaux de malnutrition aiguë et de mortalité extrêmement critiques)

COMPARAISON AVEC LES ANALYSES PRÉCÉDENTES DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË

La mise à jour de la projection (janvier à juin 2026) révèle la même prévalence de l'insécurité alimentaire (Phase 3 ou pire), qui est maintenue 23% par rapport à la situation évaluée en septembre 2025, bien que le nombre total de population ait légèrement diminué de 26,6 à 26,5 millions de personnes, une diminution de moins d'un point de pourcentage.

Les résultats des analyses de l'insécurité alimentaire aiguë, au cours des 5 dernières années indiquent une tendance stable entre les analyses actuelles et projetées avec environ 20 à 23% de la population en insécurité alimentaire aiguë élevée (situation de crise ou urgence). Toutefois la situation alimentaire au niveau national demeure préoccupante à cause de la situation sécuritaire volatile, la prévalence des aléas climatiques (inondations) et la faible productivité agricole. A cela s'ajoute la réduction significative de l'aide humanitaire, le faible niveau de revenu des ménages, le déplacement de millions de personnes et le dysfonctionnement des marchés dans certaines zones.



Comparaison avec d'autres classifications IPC

L'analyse IPC de la malnutrition aiguë (IPC MNA), conduite en octobre 2025 avait prévu que la situation notionnelle devrait se détériorer considérablement au cours de la période janvier à juin 2026, qui correspond à la période de pointe saisonnière de la malnutrition aiguë, où le nombre total de zones sanitaires classées IPC AMN phase 4 (critique) passera de 33 à 37 et celui des unités classées IPC AMN phase 3 (grave) passera de 18 à 106. Les principaux facteurs à l'origine de cette détérioration incluent une alimentation complémentaire insuffisante, un accès limité à la nourriture, de mauvaises conditions d'hygiène, des épidémies et des taux de morbidité élevés, aggravés par l'insécurité civile et les déplacements massifs de population dans l'est du pays. Cette situation corrobore avec l'analyse de l'insécurité alimentaire aiguë qui estime que 26,5 millions de personnes demeurent en besoin d'assistance urgente entre janvier et juin 2026.

